

Tunisie : le tournant autoritaire

Kaïs Saïed a déstabilisé la vie politique et ses acteurs. Son succès dépend de sa capacité à répondre aux attentes sociales d'un pays rongé par la dette et la crise économique.

Khadija Mohsen-Finan

En Tunisie, l'année 2021 restera marquée par la présidentialisation du régime décidée par Kaïs Saïed au soir du 25 juillet. Un tournant spectaculaire dans la vie politique du pays, qui marginalise le Parti destourien libre (PDL) d'Abir Moussi et accélère la décomposition d'Ennahda. La scène politique est reconfigurée, tandis que les attentes sociales restent sans réponse et que la crise économique s'accuse sérieusement.

Présidentialisation du régime politique

Que s'est-il passé au soir du 25 juillet 2021 : un coup d'État ? Un coup de force ? Lors d'une réunion d'urgence en son palais de Carthage, le chef de l'État, Kaïs Saïed a décidé de geler, pour 30 jours, les activités du Parlement dans lequel le parti islamiste Ennahda jouait un rôle clé, de lever l'immunité des députés et de limoger son premier ministre, Hichem Mechichi. Par cet acte sans précédent dans l'histoire politique du pays, il marginalisait le Parlement et son chef, Rached Ghannouchi, avec lequel il entretenait des relations exécrables et renvoyait le chef du gouvernement, qu'il avait lui-même choisi une année auparavant, et avec lequel il était désormais en conflit ouvert.

En effet, pour obtenir la confiance du Parlement, le premier ministre Mechichi s'était rapproché du parti Ennahda, majoritaire au Parlement, une proximité qui a été vécue comme une trahison par Kaïs Saïed. En janvier 2021, Mechichi a pris l'initiative de remanier son gouvernement, en faisant le choix de ministres dont certains avaient été soupçonnés de corruption par le chef de l'État, qui refusait de leur faire prêter serment. Ces tensions et conflits entre les trois têtes du pouvoir – le chef de l'État, le chef du gouvernement et le président du Parlement – n'ont pas été sans effet sur le fonctionnement de la vie politique : au sein du gouvernement, neuf ministères ont été dirigés par intérim et un Parlement en proie à des violences verbales et physiques, qui offrait un spectacle terrifiant, conduisant nombre de Tunisiens à en demander la dissolution. Autant d'éléments qui attestaient d'une crise politique sans précé-

dent, provoquant un immobilisme et une impuissance publique, tandis que la seconde vague de la Covid-19 décimait une population très faiblement vaccinée.

Le 20 juillet, tandis que les hôpitaux étaient saturés et que le pays connaissait près de 300 morts par jour, le chef du gouvernement limogeait son ministre de la Santé, Faouzi Mehdi.

L'exaspération des Tunisiens qui souffraient déjà des effets de la crise économique et sociale, se rajoutant à l'inaction politique et à la crise sanitaire, expliquent la ferveur avec laquelle de nombreux Tunisiens ont accueilli la décision prise par Kaïs Saïed. À ce moment précis, il paraissait capable de sortir les Tunisiens du cauchemar de l'impuissance publique.

Pourtant, le scepticisme gagnait des intellectuels qui se demandaient au nom de quel « péril imminent » le chef de l'État avait-il activé l'article 80 de la Constitution. Car selon le texte, le chef du gouvernement, le président du Parlement et celui de la Cour constitutionnelle doivent être consultés en pareille circonstance, or les deux premiers affirment ne pas avoir été informés et la Cour constitutionnelle n'a jamais été mise en place. Ancien professeur de droit constitutionnel, Kaïs Saïed, connu pour être pointilleux dans l'application de la loi fondamentale, aurait-il agi en dehors des règles constitutionnelles ?

En outre, le chef de l'État a décrété l'état d'urgence en s'appuyant sur la police et l'armée. Or, la police dans son soutien à l'exécutif rappelle les sombres heures de l'ancien régime et l'armée a toujours été mise à l'écart de la prise de décision politique, son association au jeu politique pourrait susciter une appétence pour le pouvoir de la part de certains hauts gradés de l'armée. La Tunisie, berceau de la révolution, qui s'était engagée dans la transition démocratique, serait-elle en train de glisser doucement mais sûrement dans l'autoritarisme ?

La question se pose avec acuité, d'autant que deux mois plus tard, à la fin du mois de septembre, Kaïs Saïed allait prendre de nouvelles dispositions exceptionnelles qui renforcent ses pouvoirs au détriment du gouvernement et du Parlement. Le décret 117, précise, en effet,

que les textes législatifs sont pris sous forme de décrets-lois et promulgués par le président de la République. Le texte précise aussi que le président exerce le pouvoir exécutif, avec l'aide d'un conseil des ministres dirigé par un chef du gouvernement, que le chef de l'État préside ce conseil, mais peut déléguer sa présidence au chef du gouvernement. Le président de la République désigne et limoge les ministres, nomme les diplomates, procède aux nominations dans la Haute fonction publique et le gouvernement est responsable devant lui.

C'est une présidentialisation musclée d'un système qui était hybride, c'est-à-dire que le Parlement, censé représenter le peuple, avait un large pouvoir, mais que le chef de l'État était élu au suffrage universel et choisissait le premier ministre, qui était en quelque sorte le point d'équilibre de ce régime, qui était encadré par la Constitution de 2014.

Kaïs Saïed a choisi de rompre avec ce régime. Il concentre désormais tous les pouvoirs en précisant que « ces projets de révision doivent avoir pour objectif l'établissement d'un véritable régime démocratique, dans lequel le peuple est définitivement le titulaire de la souveraineté et la source des pouvoirs qu'il exerce à travers des représentants élus ou par voie de référendum ».

État d'exception non limité dans le temps

Le président Saïed n'a pas de programme précis, il n'affiche aucune vision et son projet que l'on devine, faute de communication claire, ressemble à une promesse. Cette promesse implicite que fait Kaïs Saïed aux Tunisiens a valeur de réparation de ce qui a été fait depuis 2011, surtout en ce qui concerne l'oubli du peuple.

C'est par son style qu'il a convaincu une majorité de Tunisiens de voter pour lui en 2019, alors que les élections se tenaient dans un contexte très particulier. En effet, les élections municipales de 2018, ainsi que les présidentielles et législatives de 2019 ont vu la consécration de figures extérieures au monde politique. Des élus municipaux « indépendants » et sans étiquette politique, et deux candidats finalistes à l'élection présidentielle qui sont des figures populistes : Kais Saïed et Nabil Karoui. Deux figures qui n'ont pas grand-chose de commun si ce n'est qu'elles placent le peuple au centre de leurs préoccupations et de leurs projets. Kaïs Saïed, qui s'inscrit dans la tradition populiste, est largement élu à la magistrature suprême avec 72,73 % des suffrages exprimés.

Son discours a été bien reçu par tous ceux des Tunisiens qui pensent que le changement, qui devait



Le chef de l'État, Kaïs Saïed, préside la cérémonie de la commémoration du 58^{ème} anniversaire de la Fête de l'évacuation. Bizerte, le 15 octobre 2021./YASSINE GAIDI/ANADOLU AGENCY VIA GETTY IMAGES

améliorer leur vie après la révolution, ne s'est pas produit. Le chômage s'est aggravé, le pays est en proie au désordre, et la corruption s'est généralisée. Ils souffrent de la cherté de la vie, de la dégradation des services publics et de l'impunité. Dans ce contexte, et capitalisant sur la mauvaise gouvernance du pays, Saïed a été perçu comme un homme providentiel, un sauveur.

En effet, face à cette situation chaotique, cet enseignant de droit Constitutionnel, totalement extérieur au monde politique, allait afficher son intégrité, et son refus des institutions et des partis politiques. Par son rejet de la démocratie représentative, il ressemble à d'autres populistes observés de par le monde qui considèrent que les institutions politiques constituent un rempart à l'expression de la volonté populaire. Il partage aussi d'autres caractéristiques avec des chefs populistes, qui affectionnent une simplification à l'extrême des situations, une stigmatisation des élites, et une pensée qui trahit paradoxalement un attachement à un conservatisme décomplexé et des références révolutionnaires. Tous ont évidemment en commun un discours par lequel le peuple est mis en avant. Kaïs Saïed dit clairement : « la voie que je vais tracer est celle qu'a voulu le peuple ».

Mais ce qui est trompeur dans le cas de ces chefs populistes, c'est que la centralité du peuple dans leur discours ne fait pas d'eux des démocrates. Ils peuvent se montrer autoritaires quand le moment l'exige. Kaïs Saïed est aujourd'hui seul maître à bord, l'exécutif et l'État se réduisent à sa personne, il ne rend compte à aucune ins-

titution, parle au nom d'un peuple auquel il s'identifie et décrète s'il y a péril imminent contre la nation, d'où la nécessité de décréter un État d'exception qui n'est pas limité dans le temps. En l'absence de Cour constitutionnelle, il n'y a aujourd'hui aucune instance supérieure pour juger de la constitutionnalité des lois et des décisions qu'il prend.

Ce moment particulier correspond donc à l'état d'exception, durant lequel les règles de droit prévues pour protéger les libertés et le fonctionnement de l'État sont mises en sommeil. Mais, non limité dans le temps, il pourrait devenir un mode de fonctionnement, ce que Pierre Hasner appelle « l'État d'exception permanent ».

De la difficulté à gouverner

Même si le président Saïed a nommé une femme premier ministre, Nejla Bouden, et qu'elle a elle-même formé un gouvernement, les difficultés à gouverner le pays sont loin d'être aplanies. Composé d'un bon tiers de femmes, expertes et diplômées mais peu expérimentées au plan politique, le gouvernement dit vouloir s'attaquer en priorité à la corruption qui gangrène le pays et à conduire les réformes qui s'imposent. Sa tâche, et celle du chef de l'État n'est pas aisée, il doit reconstruire et réparer, tout en conciliant liberté et autorité. Il doit aussi gouverner en prenant en compte ce « peuple souverain », qui est un postulat de 2011, mais qu'il a lui-même mis au centre de son discours et de son projet.

Pour répondre aux attentes de ce « peuple souverain », Saïed n'a pas de programme élaboré, mais son projet, explicité lors de sa campagne électorale de 2019 consistait déjà à rendre la parole au peuple. Son « appel au peuple » se situe dans une perspective alternative à la démocratie représentative, une sorte de démocratie populaire, consistant à renverser le système institutionnel, en ancrant la légitimité au niveau local à travers des conseils élus au scrutin uninominal, d'où émaneraient des conseils régionaux, et enfin une Assemblée nationale. Il pense que cette pyramide des pouvoirs inversée pourrait être le moyen le plus efficace pour marginaliser les élites corrompues et engluées dans leurs petits calculs politiques.

Plus concrètement, sans parti politique, sans troupes et sans alliés politiques, comment Kaïs Saïed compte-t-il redresser un pays qui nécessite nombre de réformes et des réponses aux attentes des Tunisiens ? Le pays qu'il se doit de gouverner, évolue également dans un environnement régional en pleine mutation.

Pour l'heure, le projet politique de Kaïs Saïed semble déstabiliser la vie politique tunisienne et ses principaux acteurs, et en particulier les chefs des partis politiques comme Rached Ghannouchi (Ennahda), ou encore Abir Moussi (PDL), sans entamer sa popularité. Mais sa relation avec le peuple est conditionnée à sa capacité à ré-

pondre aux attentes sociales d'un pays rongé par la dette et la crise économique.

Ennahda : l'érosion d'un parti anciennement ancré dans la vie politique

Si le parti est créé en 1981, sous le nom du Mouvement de la tendance islamique (MTI), le mouvement islamique tunisien remonte à la fin des années 1960 sous le nom de la Jamâa al Islamiyya. Il deviendra Ennahda en 1988, lorsque le mouvement, toujours dirigé par Rached Ghannouchi, décide de participer au Pacte national, mis en place par Zine el Abidine ben Ali cette année-là. Il en sera exclu une année plus tard et devra opérer dans la clandestinité, ses chefs ayant été contraints à l'exil.

Son retour sur la scène politique se fera en 2011, à la faveur de la révolution. Le parti gagne largement les premières élections libres d'octobre 2011. Il gouverne de manière hégémonique, reproduit le népotisme du régime de Ben Ali, et se laisse déborder sur sa droite par des salafistes qui commettent des actes de très grande violence. Les assassinats politiques de deux figures de la gauche, Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, qui restent impunis, conduit une partie des Tunisiens à associer Ennahda aux Salafistes, du fait de son laxisme face à la violence et à l'insécurité qui s'installent. En 2013, le gouvernement, dirigé par Ali Laarayedh, est contraint à la démission par une partie de la société civile qui s'organise et propose un dialogue national. Depuis, le principal souci de Rached Ghannouchi, son chef historique, sera de maintenir sa formation sur la scène politique et de « normaliser » l'image d'Ennahda.

En 2014, alors que les élections sont gagnées par le camp moderniste, il passe un accord avec Béji Caïd Essebsi pour un gouvernement formé de ministres des deux partis, Nidaa Tounès, le parti moderniste, et Ennahda. Deux ans plus tard, en 2016, au congrès d'Ennahda, Ghannouchi va plus loin, puisque sa formation se définit alors comme un parti civil, il rompt ainsi ses activités traditionnelles de prédication religieuse. C'est un véritable séisme pour sa base, puisque le parti est remanié en profondeur et que son identité n'est plus la même.

Comme les autres formations politiques avec lesquelles Ennahda a eu à gouverner, les islamistes d'Ennahda ont échoué. Un échec essentiellement dû à une terrible négligence de la question sociale et au fait de n'avoir jamais pensé la refonte du système économique. À cela s'ajoute une véritable crise identitaire. Autant de facteurs qui vont se traduire par une érosion de sa base électorale : entre 2011 et 2019, le parti perd deux tiers de son électorat et près de 40 % de son nombre de sièges à l'Assemblée.

Les manœuvres politiques d'un Rached Ghannouchi prêt à tout pour se maintenir dans le jeu politique sont

critiquées, y compris en interne. Lotfi Zitoun, un de ses principaux conseillers, a démissionné en 2019 pour dénoncer le bidouillage des listes auquel s'est adonné Ghannouchi pour présider le Parlement. D'autres, comme Samir Dilou, ancien ministre et porte-parole d'Ennahda, expriment leurs critiques quant à sa présidence de l'Assemblée, en disant que Rached Ghannouchi a contribué à la cacophonie observée à l'Assemblée pendant deux ans.

C'est donc un parti fissuré et affaibli qui a dû faire face au coup d'État de Kaïs Saïed en juillet 2021, par lequel le chef de l'État ne s'en prend pas directement au parti islamiste, mais réussit à le marginaliser en gelant les activités du Parlement. Rached Ghannouchi, qui avait clairement appuyé le premier ministre Mechichi, est aux abois. (Le 27 février, en pleine crise sanitaire, Ennahda avait organisé un grand rassemblement en soutien à Hichem Mechichi).

Le parti cumule les handicaps : il est totalement décredibilisé dans l'opinion publique et rendu responsable du malheur des Tunisiens, Ennahda cristallise le mécontentement. Son chef Rached Ghannouchi est fortement critiqué par les cadres du parti pour son autoritarisme et son manque d'écoute, y compris après le 25 juillet 2021. En août, il dissout le bureau exécutif et le reconstitue sans débat. Les enquêtes judiciaires ouvertes entachent cadres et sympathisants d'Ennahda : enquête pour réception de fonds étrangers pour financer sa campagne électorale de 2019, accusation d'obstruction à la justice dans les dossiers des assassinats politiques de Chokri Belaïd et Mohamed Brahmi, en 2013. Le parti qui était sans cesse en quête de respectabilité, perd ainsi tout crédit.

C'est donc un homme isolé et décredibilisé qui doit répondre à l'action du chef de l'État en juillet 2021. La stratégie de Rached Ghannouchi oscille alors entre appel au dialogue et pression médiatique. Il se rend au siège du Parlement, avec quelques députés, mais l'armée leur en refuse l'accès. Mais le coup le plus dur viendra de son propre camp, le week-end des 25 et 26 septembre, quand 113 cadres démissionneront d'Ennahda de manière collective. Par voie de communiqué, ils font savoir que la ligne de Rached Ghannouchi n'est plus la leur, le rendant même explicitement responsable de la situation du pays. Samir Dilou a même dit qu'Ennahda « s'apparentait à une secte conduite par un gourou ».

Vieux de près d'un demi-siècle, le mouvement islamiste est-il appelé à s'éteindre ou à réapparaître sous des formes nouvelles ? Pour l'heure, sa décomposition, qui est à considérer dans le déclin global de l'islam politique, laisse le champ libre à Kaïs Saïed.

Les limites à la puissance de Kaïs Saïed

Le succès de l'entreprise de Saïed dépend de deux éléments clés, non sans lien entre eux. Sur le court terme, et dans l'attente d'une politique économique, il se doit de répondre aux attentes sociales et de

sortir le pays du marasme économique. Pour cela, il lui faut trouver suffisamment d'argent pour honorer les dettes du pays, payer les fonctionnaires et créer des emplois de toute urgence.

Cet impératif est lié à la relation de confiance qu'il parviendra à mettre en place, avec les instances financières internationales et avec les pays qui pourraient être disposés à venir en aide à la Tunisie.

Le président Saïed, qui s'est octroyé tous les pouvoirs, hérite d'une dette publique très importante. Selon la Banque mondiale, entre 2010 et 2020, la part de la dette publique dans le PIB a plus que doublé, passant de 40,7 % à 87,6 %, la charge de la dette dépassant aujourd'hui 100 % du PIB. Tous les indicateurs sont au rouge, le pays a été touché de plein fouet par la pandémie, alors qu'il souffrait déjà de la crise du tourisme, un secteur qui a été affecté par l'insécurité et les attentats en 2015.

En 2020, la Covid-19 a sévèrement impacté le pays, faisant chuter le PIB. La baisse a été très sensible un an plus tard dans le secteur de l'industrie (-10,7 %), des services (-10,5 %), et un peu moins pour le secteur agricole. Cette dégradation a durement touché la moitié des ménages et le taux de chômage est passé de 15 % à 17,8 % de la population active, atteignant des chiffres bien plus élevés dans le Sud du pays. La Tunisie a certainement besoin de relance et d'argent frais dans un délai très court. Des négociations entre le gouvernement Mechichi et le FMI avaient été engagées pour un quatrième prêt depuis 2011, avec une garantie des États-Unis. Mais Saïed a mis un terme à ce plan de financement du budget 2021, qui était basé sur un accord avec le Fond monétaire international (FMI). Comment le gouvernement pense-t-il trouver les 2,4 milliards de dollars dont il a besoin, pour boucler son budget de 2021 ?

Ces derniers mois, l'emprunt national est venu en aide au pays, mais d'ici le 31 décembre, la Tunisie doit impérativement trouver 10 milliards de dinars (trois milliards d'euros) pour boucler son budget 2021. La classe politique devra trouver une partie de cette somme auprès des créanciers habituels, comme la BAD (Banque africaine de développement) ou auprès des agences de développement allemande et française (GIZ et AFD, respectivement), sous forme d'emprunt. Les négociations avec le FMI, qui viennent de reprendre, après trois mois d'interruption, risquent d'être longues, le FMI exigeant un programme de réformes, et dans tous les cas, un quatrième prêt auprès du FMI se fera à des conditions qui auront des effets au plan social. À moins que les dirigeants actuels ne comptent sur la générosité des pays du Golfe, qui inscriraient alors leur aide dans un agenda politique bien précis, qui ne manquera pas d'affecter l'indépendance du pays et la liberté d'action de ses acteurs politiques. ■